

Identité, sécurité et renégociation de l'appartenance nationale en Afrique de l'Ouest : réflexions sur la crise ivoirienne

Le 19 septembre 2002, ce qui avait semblé être une mutinerie conduite par 700 soldats de l'armée ivoirienne s'opposant au gouvernement qui souhaitait les démobiliser a très rapidement pris des allures de guerre civile. Cet événement allait définitivement briser l'image de pays pacifique et cosmopolite associée à la Côte d'Ivoire. Ce pays contenait déjà des germes d'instabilité chronique, depuis le coup d'État militaire qui avait renversé le gouvernement de Henri Konan Bédié, en décembre 1999. Quelques semaines seulement après l'éclatement de la mutinerie de 2002, la moitié nord du pays tombait aux mains des combattants du Mouvement patriotique ivoirien (MPCI). Pendant ce temps, un troisième mouvement, le Mouvement patriotique ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) prenait le contrôle de la partie occidentale du pays, à proximité de la frontière libérienne. Avant le coup d'État de 1999, la Côte d'Ivoire affichait régulièrement des taux de croissance économique très élevés et abritait quatre millions d'étrangers. En outre, il n'existait aucune tension entre les différents groupes ethnolinguistiques et nationaux. Que s'est-il donc passé ? Quel sera l'effet de cette crise sur les différents groupes ethno-nationaux présents dans ce pays ? Quel sera l'impact de cette crise sur les autres pays de la sous-région ? Il est devenu urgent de trouver une réponse à ces questions et à bien d'autres. Telle est la raison pour laquelle l'initiative NAI/CODESRIA a été mise en place par Ebrima Sall et Jean-Bernard Ouédraogo.

En début d'année, le NAI et le CODESRIA ont commissionné 24 éminents chercheurs d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Nord (Canada) spécialistes des conflits et des dynamiques sociales en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, afin qu'ils fassent part de leurs « réflexions » sur la crise ivoirienne et ses répercussions sur le reste de l'Afrique de l'Ouest. Leurs réflexions ont été présentées lors d'une conférence organisée à

Dakar, au Sénégal, en mai 2003. Parmi les participants à cette rencontre figuraient des décideurs politiques, des organisations de la société civile de la sous-région, ainsi qu'un nombre important d'Ivoiriens, dont une partie est venue de Côte d'Ivoire, et l'autre partie se trouvait en exil au Sénégal (six des chercheurs étaient également Ivoiriens ; deux d'entre eux vivaient encore sur le territoire ivoirien, au moment de la rencontre). Au total, 70 personnes ont pris part à cette conférence.

Les panels de discussions étaient entrecoupés de « témoignages » d'Ivoiriens ayant vécu une expérience personnelle du conflit, mais également d'organisations de la société civile, telle

**Adebayo Olukoshi
et Ebrima Sall**
CODESRIA

que *West Africa Peace Network* (WANEP, basé à Accra), ainsi que l'Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH, basée à Ouagadougou). Le parlement de la CEDEAO, qui venait d'achever une mission d'information sur la crise ivoirienne et son impact sur le Ghana, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, était également représenté par son porte-parole, le Dr Ali Nouhoum Diallo, accompagné des deux parlementaires ayant participé à la mission d'information, l'Honorable Madame Fatoumata Jahumpa-Cessay de la Gambie, et l'Honorable Siradio Diallo, de la Guinée, ainsi que du chef de protocole de l'Honorable porte-parole, et d'une autre personne. Les parlementaires de la CEDEAO ont présenté les principales conclusions de leur mission lors d'un panel de discussion spécial présidé par le Professeur Adebayo Olukoshi, Secrétaire exécutif du CODESRIA.

Les discussions ont porté sur quatre principaux thèmes :

- i) histoire et dynamique des conflits;
- ii) migrations, question de la terre, identités, droits et citoyenneté;
- iii) sécurité nationale, régionale et gouvernance;
- iv) crise économique, changements intervenant au niveau des paradigmes de développement et de citoyenneté, succession politique, démocratisation et ajustement structurel en Côte d'Ivoire.

La crise actuelle remonte à l'époque coloniale, lorsque les économies de la sous-région étaient organisées de telle sorte que le Burkina-Faso servait de réservoir de main-d'œuvre à la Côte d'Ivoire, cette dernière étant devenue une plaque tournante en pleine croissance, dotée d'une économie de plantation florissante. Houphouët-Boigny, le premier président de la Côte d'Ivoire, par ailleurs riche propriétaire de plantations, poursuivit cette politique, une fois au pouvoir. Il a encouragé les immigrants à acheter des terres et leur a accordé le droit de vote lors des élections ivoiriennes. Cependant, son parti restait dominant au niveau de la scène politique. Plusieurs participants ont laissé remarquer que la probabilité de survenue de la crise avait été accrue par la lutte de pouvoir qui avait suivi la mort de Boigny, dans un contexte de crise économique sévère affectant le pays, du fait de la chute des cours du cacao, la principale culture d'exportation du pays. Cette situation avait également été aggravée par le lancement du programme d'ajustement structurel recommandé par le FMI et la Banque mondiale, auquel s'ajoutait une forte pression de démocratisation du pays. Selon un des participants, Francis Akindès, ces éléments annonçaient la fin du « compromis houphouétiste », caractérisé par l'ouverture aux étrangers, et au capital étranger, mais également par une forme de gouvernance autoritaire néo-patrimoniale. C'est dans ce contexte

qu'une idéologie xénophobe à peine masquée, l'« ivoirité », a fait surface. À l'origine, le concept d'« ivoirité » avait été créé pour écarter de la course un des principaux candidats au pouvoir, qui avait également été le dernier Premier ministre de Houphouët-Boigny, M. Alassane Ouattara. Ouattara avait par la suite été qualifié d'« étranger ». C'est dans ce contexte que le concept de citoyenneté ivoirienne a été redéfini, donnant ainsi lieu à différents niveaux de citoyenneté ou d'« ivoirité ».

Cette situation a conduit à un regain de tension entre les différentes composantes de la communauté. En effet, des distinctions diverses avaient déjà commencé à être établies entre « ceux du Nord » et « ceux du Sud », entre les musulmans et les non-musulmans, les « vrais Ivoiriens » et les « Ivoiriens de circonstance », etc. Il s'en est suivi une grande confusion quant à la signification de ces termes. Le cercle des « vrais Ivoiriens » se rétrécit, excluant les soi-disant « Burkinabés », entre autres groupes. Des centaines de civils innocents perdirent la vie au cours de ces conflits, tandis que des milliers d'autres y perdirent leurs biens, leur emploi ou leur commerce. Des escadrons de la mort se mirent à terroriser les individus suspectés d'entretenir les mêmes opinions politiques que les personnages de l'opposition ou des mouvements rebelles. Le flux de réfugiés et de personnes déplacées se mit à augmenter considérablement.

Les discussions ont révélé que lors de cette crise, les notions d'appartenance et de citoyenneté avaient revêtu des significations différentes pour des individus différents, dans un contexte de changement. Une situation qui avait été initialement créée pour marginaliser des opposants politiques avait ainsi donné naissance à une idéologie xénophobe comparable aux idéologies d'extrême droite prêchées dans d'autres pays. Lorsque les jeunes chômeurs des villes entreprirent de retourner dans leurs villages pour réclamer les terres cédées aux étrangers, au nom du principe houpouétiste qui encourage la distribution de « la terre à ceux qui peuvent l'exploiter », les paysans du Sud travaillant dans les villages de l'Ouest et du Centre du pays devinrent alors la cible de mouvements xénophobes, et furent

expulsés, de même que les individus d'origine « étrangère » dont les parents eux-mêmes étaient nés dans le pays.

Comme le démontre une des communications, la situation avait empiré pour les personnes retournées au Burkina-Faso, après avoir vécu en Côte d'Ivoire pendant des décennies, car au Burkina ils étaient considérés comme des « Ivoiriens », des hommes sans patrie ou encore des « diaspos » (les personnes de la Diaspora), accusés d'être des agitateurs politiques, des syndicalistes ou encore des fauteurs de troubles.

Cependant, le dialogue entre les Ivoiriens présents à la conférence était quelque peu difficile. Un des objectifs de la rencontre était de créer un forum neutre permettant aux universitaires ivoiriens d'entamer un dialogue entre eux, car les dissensions au sein de la communauté académique ivoirienne ressemblent fort aux dissensions politiques qui divisent le pays. Pour faciliter le déroulement de la réunion, il avait été décidé que les *Chatham House Rules* (*règles de Chatham House*), (en référence à un forum de dialogue organisé en Grande-Bretagne, au cours duquel l'on avait accordé aux parties en conflit la possibilité de s'exprimer librement, sans crainte d'être enregistré ou persécuté) allaient être appliquées. En outre, les modérateurs des panels de discussion et des tables rondes avaient été choisis avec précaution, tels que le Professeur Abdoulaye Bathily de l'Université Cheikh Anta Diop, actuellement vice-porte-parole de l'Assemblée nationale du Sénégal, le Dr Lennart Wohlgemuth, directeur du NAI, et le Dr Ali Nouhoum Diallo, porte-parole du parlement de la CEDEAO. Malgré ces diverses précautions, force est de noter qu'il s'agissait moins d'un dialogue entre Ivoiriens émettant diverses opinions au sujet du conflit, que d'un dialogue présentant des arguments d'Ivoiriens vivant encore en Côte d'Ivoire. Il s'agissait plutôt d'un débat entre le « bloc » des Ivoiriens en exil, des autres universitaires africains, européens et canadiens et le « bloc » des Ivoiriens vivant encore en Côte d'Ivoire, qui adoptaient des positions similaires à celles de l'actuel gouvernement ivoirien.

La dimension régionale de la crise a également été relevée, du fait de la forte population d'immigrants présente dans le

pays, mais également à cause de la position que la Côte-d'Ivoire occupe au sein de la région. Les efforts d'intégration régionale menés sous les auspices de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) risquent d'être entravés, du fait des tensions existant entre les communautés et les États de la sous-région, et du risque d'affaiblissement des économies les plus fragiles. Les processus de paix enclenchés au Liberia et en Sierra Leone pourraient également être rendus plus complexes par les possibilités de déplacement accrues offertes aux mercenaires et aux groupes armés. De ce fait, la présence du porte-parole et des membres du parlement de la CEDEAO revêtait une signification particulière. Les chances d'un retour à une trajectoire de développement économique et humain plus appropriée, et d'un retour à la démocratie semblent ainsi s'éloigner, à moins de trouver une solution politique acceptable à la crise secouant la Côte d'Ivoire.

Une transition post-conflit impliquerait une renégociation des relations entre les divers groupes, générations, genres et régions, et pourrait conduire à la définition de nouvelles bases à la citoyenneté et à l'appartenance, pour les communautés locales ou pour les nations elles-mêmes. Cette situation soulève la question de l'identité, des droits, de la justice et du pouvoir, ainsi que celle de la nature de la sphère publique et des changements démocratiques auxquels celle-ci est soumise. Les luttes pour la paix, incluant la renégociation de la notion d'appartenance, sont menées par des groupes de femmes et de jeunes, des confraternités religieuses, des syndicats et divers mouvements militant pour les droits et une vie meilleure. Une des principales conclusions de cette conférence était que la théorie de la citoyenneté et celle des stratégies de développement devraient être revues en fonction de l'urgence de création d'une nouvelle base de gouvernement dans l'ensemble de la région, de sorte à faire primer les droits démocratiques des populations.